

Règlement de Consultation (R.C.)



NEG25SV013

Identification de l'Administration contractante :

MAIRIE D'ALBI (TARN)
16 rue de L'hôtel de ville
81023 ALBI Cedex 9 – France

Date et heure limite de réception des candidatures :

24 juillet 2025 à 12H00

**PRESTATIONS D'ASSURANCES
GROUPEMENT DE COMMANDE
VILLE D'ALBI (COORDONNATEUR) / COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS / VILLE DE SAINT-JUERY**

MARCHÉ À PROCÉDURE NÉGOCIÉE

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation.....	3
Article 2 : Conditions de la consultation.....	3
Article 3 : Forme du marché.....	3
Article 4 : Dossier de consultation (en phase candidature).....	4
Article 5 : Modifications au dossier de consultation.....	4
Article 6 : Sous traitance.....	4
Article 7 : Conditions de remise des CANDIDATURES.....	4
Article 8 : Date limite de réception des plis contenant les CANDIDATURES.....	8
Article 9 : Critères de jugement des CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
Article 10 : Renseignements complémentaires.....	9

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les services d'assurances identifiés ci-après :

- Lot n° 1 : Assurances dommages aux biens
- Lot n° 2 : Assurances responsabilités civiles générales
- Lot n° 3 : Assurances automobiles flottes et missions
- Lot n° 4 : Assurances protections juridiques pour la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois et la Ville de Saint-Juéry

Cette consultation est lancée par la Ville d'Albi qui est coordonnateur du groupement de commande.

Ce groupement est constitué de la Ville d'Albi, de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois et de la Ville de Saint-Juéry.

Les marchés seront attribués lot par lot par la commission d'appel d'offres spécifique au groupement de commande. Chaque lot constituera un marché. Une fois le lot attribué à un prestataire commun pour la ville d'Albi, pour la commune de Saint-Juéry et la communauté d'agglomération de l'albigeois, chaque collectivité disposera de son propre marché et en assurera l'exécution.

Le choix du prestataire se fera, lot par lot, sur la meilleure proposition pour les trois collectivités.

Article 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée sous forme de **procédure avec négociation** en application des dispositions des articles L2124-3 ; R2124-3 1° ; R2124-3 4° ; R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique (CCP).

La procédure se déroule sous forme restreinte.

Dans un premier temps, une sélection de candidats sera admise à proposer une offre..

En application de l'article R2161-17 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur négocie avec tous les soumissionnaires leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la limite de réception des offres.

Article 3 : FORME DU MARCHÉ

Le marché sera conclu sous la forme d'un marché ordinaire.

Article 4 : DOSSIER DE CONSULTATION (en phase candidature)

Un exemplaire du dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat. Il comprend en phase candidature :

- (1) le présent règlement de consultation (R.C.),
- (1.1) la présentation des risques (pour l'ensemble des lots),
- (2) le CCAP,
- (3) les modèles de convention de partenariat (une par entité)
- (4) le listing des bâtiments à assurer (pour le lot 1 - un par entité)
- (5) la sinistralité sur le contrat actuel (pour les lots 1 ; 2 ; 3 et 4 - un par entité)
- (6) le modèle de conventions spéciales (une par lot et pour chaque entité)
- (7) les conditions particulières (une par lot pour les lots 1, 2 et 3 et pour chaque entité)
- (8) les pièces administratives (DC1, DC2).
- (9) le questionnaire connaissance de risque (sera adressé aux candidats retenus en phase d'offre - pour le lot 1 pour la ville d'Albi – Théâtre des Cordeliers ; pour l'agglomération centre aquatique Atlantis – Parking Jean Jaurès)
- (10) l'acte d'engagement (sera adressé aux candidats retenus en phase d'offres, un par lot et par entité)

Article 5 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation

Les candidats peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Les offres sont signées soit par l'ensemble des sociétés groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces sociétés au stade de la passation du marché.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée durant toute la procédure.

Article 6 : SOUS TRAITANCE

Sans objet.

Article 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

Les candidats ne pourront adresser leurs candidatures puis leurs offres pour ceux dont la candidature aura été retenue que sur le profil d'acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>

Les dépôts sous format « papier » ne sont plus autorisés, toute candidature ou offre papier (hors copie de sauvegarde) sera automatiquement rejetée.

En application des articles L2132-2 et R2132-1 à R2132-6 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre de manière électronique via le site Internet <https://webmarche.adullact.org/>

Le retrait du DCE n'oblige pas le soumissionnaire à déposer une offre.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les soumissionnaires doivent impérativement tenir compte des indications suivantes.

1. Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises

Vous pouvez télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises de la consultation référencée soit de manière anonyme, soit en vous inscrivant. Attention vous ne serez avertis en cas de modification de la consultation ou de réponses à des questions posées que si vous vous êtes inscrits.

En cas d'inscription, le soumissionnaire doit renseigner obligatoirement pour télécharger le DCE :

- le nom, prénom, fonction et adresse de la personne physique effectuant le retrait du DCE électronique.
- Une adresse électronique valide afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

Afin de pouvoir décompresser, lire et imprimer les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire doit disposer d'un poste de travail en environnement Windows, muni :

- Soit des logiciels permettant la lecture des fichiers aux formats énumérés au 3 « Formats des fichiers électroniques échangés ».
- Soit de visionneuses.

2. Conditions d'envoi des offres électroniques

2-1 Conditions d'envoi

En application de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les candidats doivent remettre candidature et offre de façon dématérialisée.

Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde dans les conditions suivantes, et selon l'article R2132-11 du CCP et de l'arrêté du mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.
- Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Le pli mentionnera également la dénomination de l'entreprise ainsi que le numéro de dépositaire fourni lors de la réponse électronique (visualisable dans l'accusé de réception reçu par mail).

Le contenu de l'offre dématérialisée doit être conforme aux préconisations du présent article du Règlement de Consultation relatif à la présentation des propositions.

2-2 Authentification

Les plis devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées à l'article 1316 à 1316-4 du code civil. La famille

des certificats électroniques utilisés par le soumissionnaire doit être référencée par le Ministère chargé de la réforme de l'Etat (liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>). Ces certificats devront être en cours de validité à la date de la signature. Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

2-3 Pré-requis et procédure

Pour déposer sa candidature et son offre par voie électronique, le candidat devra :

- Disposer d'un environnement Windows 2000 ou supérieur
- Disposer d'un navigateur Internet Explorer 5.5 ou supérieur (cryptage 128 bits)
- Disposer d'un accès à Internet dont les frais resteront à sa charge
- Déposer sa candidature et son offre sur le site <https://webmarche.adullact.org/> le candidat constitue ses plis, les date, les signe et les dépose sur le coffre-fort informatique de manière sécurisée avec chiffrement (cryptage) automatique.

2-4 Antivirus

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre sera traité préalablement par le candidat par un antivirus régulièrement mis à jour. Conformément à l'arrêté n° NOR : ECOM0620009A du 28 août 2006, tout fichier contenant un virus qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu.

2-5 Date limite de remise des plis

Le dépôt électronique doit obligatoirement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limites indiquées dans le présent règlement de consultation. Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Il est conseillé de procéder au dépôt électronique plusieurs heures avant la limite indiquée dans ce règlement de consultation.

3. Formats des fichiers électroniques échangés

Les formats des fichiers électroniques échangés entre la personne publique et les soumissionnaires doivent appartenir à la liste exhaustive suivante :

Typologie des fichiers	Extensions correspondantes
▪ le format PDF (mode non révisable)	.pdf
▪ le format texte universel (mode révisable)	.rtf
▪ le format bureautique ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO)	.odt pour les textes .ods pour les feuilles de calcul .odp pour les présentations de diaporama .odg pour les dessins et graphiques
▪ le format bureautique propriétaire de Microsoft (mode révisable)	.doc ou .docx pour les textes .xls ou .xlsx pour les feuilles de calcul .ppt ou .pptx pour les présentations de diaporama
▪ le format de CAO « OpenDWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format PDF 1.7 (mode non révisable, normalisé ISO, conservation des calques)	.dxf
▪ le format propriétaire DWG (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (mode non révisable)	.dwg
▪ les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images	.jpg .png .tif
▪ les formats audio MP3 (format compressé - qualité ordinaire) ou WAV (format non compressé - haute qualité) pour les fichiers sonores	.mp3 .wav
▪ Le format vidéo MPEG-4	.mp4

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

Le pli électronique de candidature contiendra :

- Pour les courtiers, le mandat de la compagnie au courtier devra être produit
 - Pour les agents, le mandat de la compagnie au courtier devra être produit
 - Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'inscription à un registre des intermédiaires en assurance (attestation ORIAS ou tout autres certificats équivalents d'organismes établis dans un autre Etat membre que la France
-
- sur un document fourni par la candidat : les compétences de l'assureur pour chacun des lots pour lesquels le candidats se présente,
 - les références de moins de 10 années pour chacun des lots pour lesquels le candidat se présente en distinguant le bénéficiaire de la police d'assurance (de préférence collectivités territoriales de même envergure que celles participant au groupement de commande)
 - la capacité financière du candidat au regard du chiffre d'affaires annuel des trois dernières années concernant les activités pour le lot pour lequel il présente sa candidature
 - les moyens mis en œuvre pour exercer les prestations au regard des modèles de convention de partenariat « assurances » propres à chaque entité remplis et signés par le candidat
-
- La **lettre de candidature**, établie sur l'imprimé « DC1 » joint au dossier de consultation ;

- La **déclaration du candidat**, jointe au dossier de consultation, établie sur l'imprimé « DC2 » ;
- L'**état annuel des certificats reçus accompagné de l'attestation URSSAF**, ou une **déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée, d'avoir souscrit, au **31 décembre 2024**, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et avoir effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- Possibilité de fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne. Le **Service DUME** est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ou du programme « Marché Public Simplifié » (MPS) développé par le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique (SGMAP) permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

- L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils sont pressentis, au terme de la procédure, ils devront, pour être retenus, fournir obligatoirement, dans le délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts et de cotisations sociales.
- Le candidat établi dans un état membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles prévues pour le candidat établi en France.

- Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- La déclaration qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet d'une **interdiction** de concourir ;
- Une attestation sur l'honneur qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance ;
- Le(s) document(s) relatif(s) aux **pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat ;

Les offres doivent être signées par les candidats qui les présentent ou par leurs représentants dûment habilités et qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Article 8 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS CONTENANT LES CANDIDATURES

La date limite de réception des plis contenant les candidature est fixée au **24 juillet 2025 à 12H00**.

Article 9 : CRITÈRES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Dans un premier temps, seront admis à déposer une offre les candidats retenus à l'issue de présente consultation sur la base des candidatures selon les critères suivants :

Les candidats qui ne présenteraient pas les capacités techniques et financières jugées suffisantes au regard des éléments demandés à l'article 7 du présent règlement de consultation ne pourront pas participer à la seconde phase relative à la remise d'une offre. Leur candidature sera alors écartée par le groupement de commande.

Dans un second temps, les candidats retenus à l'issue du choix des candidatures, admis à présenter une offre recevront une lettre de consultation précisant les éléments attendus pour la remise de l'offre :

Les critères de jugement des offres seront alors les suivants :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée produit par produit en fonction des critères de choix tels que définis et pondérés ci-dessous :

- La valeur technique (pondération 55 %), c'est à dire le respect des éléments définis par les collectivités, la qualité de l'équipe affectée à l'exécution du marché, les garanties proposées et les franchises proposées.
- Le prix (pondération 45 %), c'est à dire la tarification proposée pour les trois collectivités, la comparaison des offres se fera en regroupant les tarifications propre à la Ville d'Albi, la commune de Saint-Juéry et la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois. Ce qui signifie que les tarifications seront propres à chaque collectivité et que le candidat le mieux noté sur le critère prix sera celui qui proposera les meilleurs tarifs pour l'ensemble des trois collectivités en fonction des niveaux de franchises souhaitées.

Le calcul de la note attribuée à ce critère est le suivant :

$$\text{Note} = 45 \times (\text{prix de l'offre moins disante} / \text{prix de l'offre notée})$$

Les variantes seront appréciées séparément en fonction de l'intérêt des garanties par rapport aux primes et franchises associées. Celles jugées comme insuffisamment pertinentes ne seront pas conservées dans l'analyse définitive des offres.

Article 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement relatif à cette consultation, les candidats pourront s'adresser, jusqu'à la date et l'heure limites de réception des plis telles que fixées à l'article 8 du présent règlement de consultation, par l'intermédiaire du profil acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>